

LE GOUVERNEMENT DOIT CESSER DE MEPRISER LES URNES ET LES SALARIES !

SOLIDARITE AVEC LES CHEMINOTS ET LES INTERMITTENTS DU SPECTACLE !

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT apporte son total soutien aux cheminots et aux intermittents du spectacle, actuellement en lutte pour défendre leurs intérêts, associés à ceux de la collectivité.

L'ensemble des militants CGT est appelé à apporter sa solidarité de lutte en participant activement aux rassemblements et initiatives engagés dans les territoires.

Les cheminots ne font pas « que » défendre leurs garanties sociales, ce qui serait déjà en soi, juste et légitime.

Non, les cheminots défendent le service public, celui du droit à des transports de haut niveau pour l'ensemble des usagers.

Les intermittents du spectacle eux aussi défendent tant leurs garanties que le niveau culturel du pays, ces métiers souvent précaires qui remplissent une mission d'intérêt public.

Leur combat de justice sociale, d'enjeux de société, se confrontent à ceux qui hier ont

fait le choix de se plier aux injonctions des marchands financiers, du libéralisme européen.

Ces projets de recul s'inspirent des mêmes schémas que ceux prônés par le pacte antisocial que d'aucuns nomment « Pacte de Responsabilité ».

Les urnes, ainsi que la grande majorité silencieuse des salariés, condamnent avec force cette allégeance aux multinationales qui entendent s'approprier ces deux secteurs utiles au pays.

Le gouvernement, les parlementaires élus par les citoyens, doivent entendre la voix des salariés et des citoyens et non celle des multinationales qui lorgnent ces affaires financières.

Dans une démocratie digne de ce nom, le premier acte digne à faire est, non pas d'imposer son diktat, mais d'engager des négociations en gelant ces projets néfastes pour les salariés et la collectivité.

La FNIC CGT appelle tous ses militants à apporter toute leur solidarité de lutte aux cheminots et aux intermittents du spectacle.

Le 26 Juin 2014 marquera une nouvelle étape dans la construction d'un rapport de forces qui sera incontournable et qui s'imposera pour ouvrir le chemin à d'autres choix économiques et sociaux respectueux des salariés.